Le G7 promet de « décarboniser » l'économie mondiale

Partage international n° 323 – Juillet 2015

Le G7 (groupe de sept pays parmi les plus industrialisés) a publié une déclaration commune à l'issue de son sommet de juin 2015, appelant à une *« décarbonisation de l'économie mondiale au cours de ce siècle ».*

Les dirigeants du G7 (Etats-Unis, Royaume-Uni, Japon, France, Canada, Italie, et Allemagne) ont réaffirmé la nécessité de limiter le réchauffement planétaire à 2° Celsius et de réduire les émissions de gaz à effet de serre à 40-70 % des niveaux de 2010 d'ici 2050, tel que recommandé par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

Bien que le projet du G7 ait été critiqué pour son manque de dispositions contraignantes et pour l'absence de détails sur la manière d'atteindre les objectifs, il pointe du doigt l'industrie financière pour son rôle dans la crise climatique, vu ses investissements dans les combustibles fossiles. Le plan appelle à la suppression des *« subventions inefficaces aux combustibles fossiles »*, ainsi qu'à l'augmentation des investissements dans les énergies renouvelables dans les pays membres, mais aussi dans les pays en développement, particulièrement en Afrique.

Ruth Davis, membre du groupe environnemental E3G et de Greenpeace, a déclaré que le plan du G7 adresse un message fort aux institutions financières et à l'industrie des combustibles fossiles. Mai Boeve, directeur exécutif du groupe environnemental 350.org, a déclaré : *« Le G7 envoie un signal : le monde doit s'écarter des combustibles fossiles, et les investisseurs devraient en prendre note. Si vous détenez encore des actions de combustibles fossiles, vous pariez sur le passé. L'annonce d'aujourd'hui le montre clairement ; l'avenir appartient aux énergies renouvelables. »*

Bien que 350.org ait noté que la décarbonisation *« devrait progresser à un rythme plus rapide »* que celui indiqué dans les objectifs 2050 présentés par le G7, ces simples objectifs *« nécessiteraient un déplacement massif des investissements des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables ».*

Le G7 a également réaffirmé les engagements de l'Accord de Copenhague de 2009 visant à mobiliser 100 milliards de dollars de fonds à la fois publics et privés, pour le financement du climat et pour *« intensifier le soutien aux pays vulnérables qui s'efforcent de gérer les risques de catastrophe liés au changement climatique et de renforcer leur résilience ».*

R. Davis observe que malgré les lacunes de l'engagement des pays du G7, la déclaration elle-même *« constitue un résultat particulièrement remarquable venant d'un groupement politique que certains considèrent comme une anomalie historique, et dont les membres ont souvent du mal à trouver de grandes priorités stratégiques communes ».*

Mais certains climatologues ont déclaré que les objectifs climatiques du G7 étaient insuffisants et tardifs, même s'ils constituent une première étape nécessaire vers un engagement des nations à réduire les émissions mondiales de carbone. Un nouvel accord international devrait être finalisé lors de la conférence sur le changement climatique de l'Onu à Paris en novembre et décembre 2015.» *Décarboniser d'ici la fin du siècle pourrait bien être trop tard, car l'ampleur du changement climatique aura dépassé bien avant les limites de nombreux écosystèmes et sera probablement très perturbateur »*, a déclaré Kevin Trenberth, chercheur au Centre national pour la recherche atmosphérique du Colorado.

Selon Michael Mann, directeur du Centre des sciences à l'Université d'Etat de Pennsylvanie, les objectifs du G7 sont un pas dans la bonne direction, mais ils ne sont pas significatifs si l'on considère que les émissions de gaz à effet de serre doivent être réduites considérablement dès la prochaine décennie, bien en avance sur l'échéancier du G7. *« A mon avis, la science montre clairement que 2050 ou 2100 sont beaucoup trop lointains,* affirme-t-il. *Il faut fixer des limites à court terme pour éviter un réchauffement dangereux de la planète. »*

D'autres scientifiques sont plus positifs dans leur

évaluation. *« C'est l'accord le plus important et le plus significatif que nous ayons vu à ce jour à l'échelle mondiale,* a déclaré Katharine Hayhoe, scientifique à la Texas Tech University. *Bien que ces limites, même si elles étaient appliquées à tous les pays développés, ne seraient pas suffisantes pour limiter le réchauffement climatique à 2° C, elles représenteraient une grande avancée vers la réduction du risque de la* « perturbation anthropique dangereuse » *décrite par l'Onu. C'est donc une étape encourageante et tangible vers l'avant. »*

Sources : commondreams.org ; climatecentral.org
Thématiques : environnement
Rubrique : Tendances